



Refonder et clarifier

« Je ne suis candidat qu'à un CDD de très courte durée, pour permettre à notre Fédération d'aborder dans de bonnes conditions le congrès qui se tiendra en février ou mars ». Devant une soixantaine d'adhérents, à Quimper, François Cuillandre et Marion Maury ont présenté le sens de leur candidature aux postes de Premier secrétaire fédéral et Première secrétaire adjointe, le 7 novembre.



Rencontre avec les adhérents à Quimper

François Cuillandre, qui a déjà exercé cette fonction entre 1990 et 2000, place cette candidature sous le double signe de la refondation et de la clarification.

« Notre parti a déjà connu des revers électoraux, comme aux Législatives de 1993 ou à la Présidentielle de 2002 », a-t-il rappelé. Mais, à chaque fois les socialistes ont su trouver les ressources pour retrouver la confiance des électeurs. « Mais cette fois-ci, c'est plus compliqué », a reconnu le nouveau Premier secrétaire fédéral, élu le 9 novembre.

La social-démocratie traverse une crise profonde qui nécessite une remise à plat de son projet et c'est bien à un débat « sans tabou » que François Cuillandre et Marion Maury invitent les socialistes.

Cette refondation doit aller de pair avec une clarification du PS vis-à-vis du pouvoir actuel qui, pour François Cuillandre, mène une politique de droite en réduisant les moyens des offices HLM, en supprimant l'impôt sur la fortune ou la taxe d'habitation. C'est Bercy, qui n'a jamais accepté la décentralisation, qui reprend le pouvoir. Cette clarification vaut aussi pour les adhérents qui se tournent

vers le mouvement que vient de créer notre ancien candidat à la Présidentielle, Benoît Hamon.

Mais, pour François Cuillandre et Marion Maury, il n'est pas question d'engager la moindre « chasse aux sorcières » vis-à-vis des adhérents ayant des sympathies pour En marche ou pour le mouvement M1717. « D'abord, il ne pourrait s'agir que d'une décision nationale et ensuite il faut en appeler à l'honnêteté intellectuelle des uns et des autres, d'autant que Benoît Hamon a lui-même admis dans une interview au Monde être hostile à la double appartenance », a souligné François Cuillandre.

Souvent déboussolés, les adhérents du PS n'en sont pas moins déterminés à engager la refondation de leur parti et à faire entendre leur voix. Le taux de participation au vote du 9 novembre en atteste. Ainsi que les commentaires des adhérents ayant participé à cette Assemblée générale qui ont insisté sur l'écoute des adhérents ou la prise en compte des sympathisants.

François Cuillandre et Marion Maury présenteront leur feuille de route et leur équipe devant le Conseil fédéral qui se tiendra le 17 novembre.

CAP FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 16/11/2017

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Renouer le dialogue

Avant le congrès des maires de France, qui doit débuter lundi, le Parti Socialiste invite le président de la République, qui doit y intervenir, à corriger sa politique vis-à-vis des collectivités locales.

En effet, les annonces faites au mois de juillet avaient suscité la confiance des élu.es locaux. Mais les décisions prises par le gouvernement ont rapidement douché les espoirs des maires. Aujourd'hui, la trajectoire financière imposée par le gouvernement Macron-Philippe est trop raide et menace la qualité, l'accès et jusqu'à l'existence même des services publics de proximité dans certains territoires.

Il n'est pourtant pas trop tard pour entendre la colère des élu.es et renouer le dialogue avec les collectivités locales.
PS29

Chiffre de la semaine

120 000

C'est le nombre de salarié.es en contrats aidés qui vont se retrouver au chômage, suite au vote du budget 2018.

1997, le congrès de

Il y a 20 ans, presque jour pour jour, les 21, 22 et 23 novembre 1997, se tenait à Brest le congrès national du Parti Socialiste.



Lionel Jospin et Louis Le Penec sur le stand de la Fédération du Finistère

À l'origine, le congrès de Brest devait donner le coup d'envoi de la campagne des Législatives de 1998. Jacques Chirac en décida autrement en procédant, en avril 1997, à une dissolution de l'Assemblée nationale. Le Premier secrétaire de l'époque, Lionel Jospin, devint premier ministre.

Dans le Finistère, ces Législatives s'étaient traduites par l'élection de six député.es de gauche sur huit (Tino Kerdraon, François Cuillandre, Yvon Abiven, Kofi Yamgnane, Jacqueline Lazard et Gilbert Le Bris). Gilbert Le Bris et Yvon Abiven remplaçaient à l'Assemblée, Louis Le Penec et Marylise Lebranchu, nommés respectivement ministres de l'Agriculture et des PME.

Le congrès de 1997 a failli ne pas se tenir à Brest

Et pourtant ce congrès a bien failli ne pas se tenir dans le Finistère. En effet, la situation sociale était très tendue dans la cité du Ponant suite aux décisions prises par Jacques Chirac en matière de défense. **« En 1996, le président avait décidé de supprimer le service militaire et de revoir à la baisse le format de notre défense »**, se souvient Tino Kerdraon qui venait d'être élu député de Brest. Comme bien souvent, il revenait à la gauche de gérer les conséquences désastreuses des décisions prises par la droite.

Les salariés de la sous-traitance furent les premières victimes de la baisse du plan de charge de l'Arsenal, alors que venait de s'achever la construction du porte-avion Charles de Gaulle.

L'exaspération des salariés était très

forte et des actions souvent violentes furent menées, en particulier contre la mairie de Brest. Ce climat tendu faisait craindre à la direction nationale du PS un congrès impossible à tenir. Un repli vers la région parisienne fut même envisagé.

Il faut rendre hommage à l'esprit de responsabilité de tous les Brestoï

C'était sans compter sur la détermination des socialistes finistériens et en particulier brestoï qui plaidaient au contraire, malgré les tensions sociales, pour un maintien du congrès à Brest. D'autant que les difficultés que rencontrait le bassin d'emploi n'étaient pas de leur fait. **« Nous avons tous fait preuve de la même détermination et nous avons démontré que nous avons raison »**, constate aujourd'hui Pierre Maille. **« Il faut rendre hommage à l'esprit de responsabilité de tous les Brestoï, en particulier des responsables syndicaux, qui ont bien compris qu'ils n'avaient rien à gagner à perturber ce rassemblement. »**



François Hollande, François Cuillandre et Tino Kerdraon

Et là encore l'histoire a montré qu'ils ont eu raison, puisque les élus brestoï et les deux députés, Tino Kerdraon et François Cuillandre, ont permis d'amortir le choc des décisions prises par l'Élysée.

« Nous avons défendus les salariés, en particulier ceux de la sous-traitance », se rappelle Tino Kerdraon. Grâce au **« Plan amiante »**, de nombreux salariés ont pu partir en pré-retraite et un plan de dégageant des cadres a été mis en place à la DCN.

En outre, les élus brestoï ont obtenu la construction de plateformes offshore par la DCN. **« Cela a permis d'augmenter le plan de charge et de donner du travail à l'Arsenal mais surtout, et ce fut très important pour la suite, grâce à ces contrats, la DCN a acquis de nouveaux savoir-faire dans un domaine. »**

Brest, l'anti-Rennes : voilà comment fut souvent présenté le congrès de 1997. Alors qu'en 1990, les courants s'entre-déchiraient, à Brest, la motion menée par François Hollande arrivait largement en tête avec près de 85% des suffrages des adhérents suivie par la motion de la gauche socialiste de Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon à 10% et celle des ex-Poperenistes de Marie-Thérèse Mutin à 5%.

En haut à gauche !

Le congrès de 1997 a amplifié la dynamique socialiste dans le Finistère. En mars de l'année suivante, la gauche remporte le Conseil général et en septembre la liste emmenée par Louis Le Penec aux Sénatoriales arrive en tête et, pour la première fois dans l'Histoire, trois socialistes (Louis Le Penec, Yolande Boyer et François Marc) siègent à la Haute assemblée. Faut-il mettre ces succès au crédit du congrès ? **« Ça y a participé »**, estime Pierre Maille. **« Je me souviens très bien de la session du Conseil général qui s'est tenue le lendemain et des mines décomposées des élus de droite qui étaient persuadés que le congrès ne se tiendrait pas dans le Finistère ou qu'il se passerait mal. Or, leurs prévisions se sont révélées totalement fausses »**, sourie aujourd'hui celui qui a succédé au RPR, Charles Miossec, à la présidence du Conseil général.

Le congrès de Brest reste enfin dans les mémoires de tous ses participants car, pour la première fois, des délégué.es étaient hébergés sur un ferry. Ce qui permit à la presse et aux observateurs de filer toutes les métaphores maritimes imaginables. Les dates du congrès de Brest correspondant à celle d'un carénage du *Val de Loire* dans le port de Brest, la *Brittany Ferries* accepta d'héberger les permanents du parti ainsi que des délégué.es.



François Hollande à bord du « Val de Loire »

La fierté socialiste

Brest, le congrès de l'Unité

François Hollande

« Lorsque je prends la parole à la tribune du congrès de Brest, je pense à mes prédécesseurs et à l'unité du Parti Socialiste », se souvient François Hollande

Cap Finistère : Quels souvenirs gardez-vous du congrès de Brest ?

François Hollande : Le congrès de Brest restera à jamais gravé dans ma mémoire puisque c'est celui qui m'a permis d'être élu Premier secrétaire du Parti Socialiste et m'a sans doute conduit aux responsabilités occupées pendant cinq ans, celles de président de la République. Même si nul à ce moment ne pouvait prévoir mon destin.

Je me souviens du congrès de Brest, aussi, parce qu'il correspond à une période particulièrement heureuse pour les socialistes, qui étaient rassemblés et étaient aux responsabilités depuis quelques mois avec Lionel Jospin.

C'était d'ailleurs ce qui rendait sensible l'enjeu du congrès, puisqu'il y avait des annonces de mouvements sociaux liés à l'avenir de l'Arsenal et de la sous-traitance. Des perturbations étaient à craindre. Beaucoup d'élus souhaitaient néanmoins que le lieu du congrès ne soit pas remis en cause. J'arrivais comme Premier secrétaire délégué, je ne l'étais pas encore de plein exercice puisque je n'avais pas encore été élu par les militants. Lionel Jospin, alors premier ministre et premier secrétaire en titre, ne voulait pas que le congrès puisse être perturbé par des images de désordre et de manifestations qui auraient porté atteinte au crédit du gouvernement.

Je comprenais sa position. Cependant,

je l'ai convaincu, avec le maire de Brest de l'époque, Pierre Maille, et François Cuillandre, Premier secrétaire fédéral, qu'il fallait prendre ce risque même pour un parti de gouvernement, même s'il y avait des choix à faire pour l'industrialisation de la région et des décisions à prendre qui pouvaient ne pas être comprises. Nous devions assumer et venir dialoguer et discuter si c'était nécessaire.

Lionel Jospin en a été convaincu et le congrès de Brest a été un succès pour les socialistes. Jamais nous n'avons regretté ce choix. Et notamment pour la Bretagne, car il a prouvé que les socialistes étaient capables de saluer cette région pour le soutien qu'elle n'avait cessé de leur apporter pour la reconquête.

Cap Finistère : Ce congrès, souvent présenté comme l'anti-Rennes, s'est-il vraiment tenu dans une ambiance apaisée ?

François Hollande : Nous avons tous encore à l'esprit le traumatisme de Rennes et longtemps cette ville, pourtant attachée à l'idée du progrès, a été affectée à ce rendez-vous manqué par les socialistes. Je savais que la Bretagne en avait souffert. C'est pourquoi nous voulions que le congrès de Brest, lui, soit une réussite, non seulement pour les socialistes et la gauche mais aussi pour la Bretagne. Cela ne signifiait pas effacer les débats, ni empêcher les sensibilités de s'exprimer ou ne pas organiser de vote. C'est ce qui s'est produit puisque Jean-Luc Mélenchon, qui était dans la minorité, s'est présenté contre moi. Il avait assumé cette position même si

quelques années plus tard il est entré dans le gouvernement de Lionel Jospin. C'est dire si nous étions dans la recherche de l'unité. C'est l'unité qui décide de tout.



Cap Finistère : Que ressentez-vous, le dimanche matin, lorsque vous montez à la tribune pour clore le congrès ? Pensez-vous à la Présidentielle ?

François Hollande : Je pense à tous mes prédécesseurs, ceux qui avaient occupé cette responsabilité de Premier secrétaire avant moi : de François Mitterrand à Lionel Jospin en passant par Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, Henri Emmanuelli qui ont tout apporté à l'idée socialiste. Même si des débats ont pu parfois traverser dangereusement leurs portes, ils ont toujours veillé à préserver le rassemblement. Je pense donc à la responsabilité de conduire les socialistes pendant trois ans. Finalement j'aurai occupé cette fonction pendant onze ans.

Puis je pense à l'élection présidentielle qui nous attend en 2002. Je veux absolument assurer la réussite du gouvernement de Lionel Jospin. Dans le discours que je prononce au parc des expositions de la Penfeld, j'avertis mes camarades en leur rappelant que le gouvernement de Lionel Jospin commence à être reconnu pour ses premiers résultats positifs, mais que la route est encore longue et je les préviens que ça ne sera pas si simple de l'emporter en 2002... surtout si la gauche plurielle se disperse.

Le congrès vu par Nono

François Cuillandre avait demandé au dessinateur Nono de suivre et d'illustrer le congrès. Il avait même été envisagé que ses dessins puissent être projetés, en direct, dans la salle de la Penfeld. « Trop risqué », avaient estimé, sans doute avec raison, les dirigeants du PS. Les caricatures furent donc publiées dans un numéro spécial de Cap Finistère imprimé le samedi et distribué le dimanche aux congressistes.



« Ils votent Marine et ils vous emmerdent ! »

17 novembre
18h30 : Conseil fédéral
au local du PS à Brest.
Ouvert à tous les
adhérents.

Christophe Pierrel

Christophe Pierrel a été chef adjoint de cabinet de François Hollande. Alors que certains de ses anciens collègues racontent les coulisses de l'Élysée, lui a décidé d'aller à la rencontre des électeurs du FN afin de comprendre pourquoi la présence d'une candidate d'Extrême-droite au second tour de la Présidentielle paraît « normale ». Il livre son analyse dans « Ils votent Marine et ils vous emmerdent ! » (Ed. La Tengo).

Comment est née l'idée de ce livre ?

Lorsque j'ai quitté l'Élysée, j'ai voulu comprendre comment on en était arrivé à trouver « naturel » que Marine Le Pen soit qualifiée pour le second tour de la Présidentielle. Pourquoi n'avions-nous pas réagi plus tôt alors qu'on voyait bien monter cette colère ? Alors que nous avions un bon bilan et que, dans une période complexe, nous étions parvenus à préserver le modèle social dans notre pays. Mais nous n'avons pas mené la bataille des idées.

Comment avez-vous procédé pour rencontrer des électeurs du FN ?

D'abord, je veux préciser que je suis allé à la rencontre d'électeurs de Marine Le Pen et non pas de militants du Front national. Je suis tout simplement sorti de chez moi et je suis allé aux devants des électeurs dans des cafés, à la sortie des usines, dans les Hautes Alpes, le Cantal ou le Pas-de-Calais.

Qu'est-ce qui les motive principalement ?

Il n'y a pas 11 millions de racistes en France. Il reste une base raciste et antisémite parmi les militants qui étaient déjà là sous Jean-Marie Le Pen mais les électeurs que j'ai rencontrés ne le sont pas. Tous les électeurs de Marine Le Pen ne votent pas pour les mêmes raisons.

Cependant, on trouve des points communs. D'abord le rejet de l'Europe qui ne les protège plus. Et parallèlement un refus de la mondialisation.

Le sentiment d'abandon est très fort. Un peu comme le sentiment d'insécurité qui s'était développé au début des années 2000 sans que l'insécurité ne progresse dans les mêmes proportions. Un profond sentiment d'abandon se développe alors que les investissements de l'État n'ont pas forcément diminué. Mais dans une commune rurale, la fermeture d'un bureau de poste ou d'un café peut avoir des conséquences dramatiques pour la vie quotidienne des

habitants. Et se renforce ainsi l'idée de l'existence d'une élite, à l'abri, qui ne les comprend pas ou se fiche de leurs conditions de vie.



CHRISTOPHE PIERREL
ILS VOTENT MARINE ET ILS VOUS EMMERDENT !
Voyage dans la France FN

Avez-vous constaté que les réseaux sociaux influencent les électeurs du FN ?

La fachosphère est un petit monde et les agriculteurs des Hautes Alpes en sont bien loin. Les fake-news ne sont que la version moderne du café du commerce. J'ai pu constater une extrême défiance, de la part des électeurs du FN vis-à-vis de tous les médias et une recherche de proximité. Ce qui fonctionne, ce sont les « informations » données par des connaissances qui partagent des fakes-news. Ici, c'est l'annonce de l'arrivée de 200 réfugiés dans une commune alors qu'ils n'étaient que 30 ou, ailleurs, la « révélation » d'un cas imaginaire de burkini dans une piscine.

Quel sera selon vous l'impact du départ de Florian Philippot du FN ?

À peu près le même qu'a eu le départ de Bruno Mégret en 1998, c'est-à-dire aucun. Le maire de Vitrolles quitte le FN en entraînant avec lui environ 80 % des cadres du parti et quelques mois plus tard, le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen se retrouve au second tour de la Présidentielle. Les électeurs que j'ai rencontrés se moquent totalement de savoir qui est n°2 ou n°3 du FN. Ils ont très bien compris le système démocratique et ont utilisé le bulletin de vote Marine Le Pen pour donner un coup de pied dans la fourmilière en pensant : « Nous sommes déjà au fond du trou, on ne peut pas descendre plus bas et si en plus on peut emporter avec nous ceux qui dirigent sans nous entendre, tant mieux ! ».

Qu'est-ce qui pourrait, selon vous dissuader ces électeurs de voter FN ?

La classe ouvrière a déjà montré qu'elle peut changer de vote. Mais si on veut la convaincre, il faut déjà l'écouter et ne pas considérer les électeurs du FN comme des ennemis à combattre à tout prix. Il faut des actes et il faut de la patience. Et il faut aussi et surtout que la social-démocratie définisse un nouveau projet, s'engage dans la bataille des idées et indique clairement pour qui elle se bat. Mais lorsque je vois le gouvernement actuel à l'œuvre, j'ai peur qu'Emmanuel Macron n'ait pas totalement pris la mesure de sa responsabilité historique vis-à-vis de la montée du populisme.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1205 - Vendredi 17 novembre 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

